



Prendre la parole cet après-midi, c'est vouloir faire entendre parmi tant d'autres, la voix des syndicalistes, la voix des femmes de l'Education Nationale , tout simplement la voix des femmes.

C'est aussi continuer ce travail quotidien qu'accomplissent sans relâche les personnels de l'Education Nationale : d'une part donner à chacun, et surtout à chacune, les moyens de faire entendre sa voix, d'autre part, c'est porter la voix de celles qui l'ont perdu ou à qui on l'a confisquée.

En étudiant les textes de femmes longtemps laissés de côté, en étudiant la richesse stylistique, la grammaire et le vocabulaire, nous voulons donner à chacune les armes langagières pour se faire entendre. En pratiquant les mathématiques et les sciences dans la lignée de Marie Curie, en étudiant le rôle des femmes dans l'Histoire depuis Christine de Pisan, Olympe de Gouges, Louise Michel jusqu'à Gisèle Halimi, en commentant l'actualité avec Mahsa Amini, en apprenant à déconstruire les logiques qui amènent aux conflits armés dont les femmes sont aussi les victimes, en faisant pratiquer l'éducation physique et sportive à chacune, en découvrant les grandes artistes féminines comme Frida Kalho ou la cheffe d'orchestre Jeannette Sorrell, nous voulons briser les tabous, les interdits de toutes sortes qui pèsent, dès le plus jeune âge sur la vie des écolières, des collégiennes, des lycéennes ou des étudiantes. Nous voulons leur donner les clés de leur émancipation, les aider à se construire et à entrer dans leur vie de femmes où elles auront encore des combats à mener.

- Combat en matière d'avortement, de grossesse et de parentalité,
- Combat contre les violences sexistes et sexuelles sur le lieu de travail et dans l'espace public
- Combat contre les violences conjugales
- Combat pour l'égalité salariale, puisque les femmes touchent en moyenne 24% de moins que les hommes et touchent moins de prime,
- et de fait, combat pour obtenir une meilleure retraite puisque 40% d'entre elles partent avec des pensions incomplètes et que la moitié d'entre elles ont une retraite inférieure au seuil de pauvreté. Et ce sont les femmes les plus précaires qui paieront le plus lourd tribut et verront

leur espérance de vie en bonne santé se dégrader. Dans la Fonction Publique qui emploie 63% d'agentes, ce sera plus de 3,7 millions de femmes qui verront leur situation économique dégradée.

C'est pourquoi nous réaffirmons en cette journée spécifique notre opposition à cette réforme des retraites qui impactera particulièrement les femmes dont les carrières sont plus souvent incomplètes ou hachées.

Combien de femmes pourront travailler jusqu'à 64 ans ?

Et quand bien même, combien de femmes auront une carrière complète à 64 ans et pourront ainsi prétendre à l'intégralité de leur retraite ?

Pas les enseignantes qui commencent souvent leur carrière après 24 ans, pas les infirmières scolaires, ni les assistantes sociales, pas les psychologues de l'Education Nationale non plus ; et bien sûr pas les AESH !

Cette profession, aujourd'hui quasiment exclusivement féminine (95%), est le symbole même des inégalités qui pèsent sur le quotidien des femmes :

- Elles touchent un salaire indécent alors même que leur fonction est prioritaire puisqu'elles s'occupent des enfants en situation de handicap,
- Elles sont, de plus, pour certaines d'entre elles, aidante d'un enfant ou d'un parent à domicile, mais ce travail ne leur est pas reconnu, alors même que par cette double fonction, elles font économiser de l'argent à l'Etat en termes de prise en charge de médicalisation à domicile,
- Plusieurs d'entre elles, ont à faire face aux difficultés de la monoparentalité
- Elles subissent également des temps partiels imposés, puisque l'Education Nationale les embauchent avec des contrats de 60 à 70% du SMIC au maximum. De ce fait, comment pourraient-elles avoir une retraite complète ?

Pour toutes ces raisons, les AESH sont le symbole des difficultés que doivent affronter les femmes en matière de travail ou de vie personnelle, c'est pourquoi nous posons aujourd'hui la question :

Alors même qu'on nous accuse aujourd'hui de vouloir « bloquer le pays », qu'en est-il quand c'est l'Etat lui-même qui bloque délibérément la carrière et donc la vie de milliers de femmes pourtant au service de la Nation ?

Qui est le bloqueur ?

- Pas les syndicalistes
- Pas les grévistes
- Pas le peuple

- Et surtout pas les femmes !